



MEDIAPART

LE JOURNAL

LE CLUB

LE JOURNAL

LE CLUB

Monde
Analyse

24 juin 2016

Par Edwy Plenel

L'avertissement prophétique de Pierre Mendès France

En 1957, lors du débat sur le Traité de Rome, Pierre Mendès France mettait en garde contre un projet inspiré par "un libéralisme du XIX^e siècle". Cette mise en garde oubliée résonne dans notre présent où éclate la crise d'une Europe qui a perdu la confiance majoritaire des peuples.

Le 18 janvier 1957, Pierre Mendès France (1907-1982) intervient à l'Assemblée nationale dans le débat sur le projet du Traité de Rome qui, signé deux mois plus tard, le 25 mars, instituera la première communauté économique européenne, composée de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et des trois pays du Benelux, Belgique, Luxembourg et Pays-Bas. Alors figure du Parti radical, il avait quitté la présidence du Conseil deux ans auparavant, après sept mois et dix-huit jours de gouvernement dont la brièveté n'empêchera pas le souvenir durable, celui d'un homme d'État vertueux, averti en matière économique, soucieux des comptes publics, respectueux du débat démocratique et, de plus, en quête d'une issue à la crise coloniale.

À bientôt soixante ans de distance, ce discours oublié semble une mise en garde prophétique, tant Mendès France y met en évidence les vices originels d'un marché économique commun qui, politiquement, ne pouvait que produire un éloignement progressif des peuples de l'idéal européen. Mendès France, qui sera parmi les 207 voix contre la poursuite des négociations sur l'élaboration du Traité (322 pour, 30 abstentions), n'hésite pas en effet à affirmer que ce projet

"est basé sur le libéralisme classique du XIX^e siècle" et à y voir, si la politique économique de la France devait lui être soumise, "l'abdication d'une démocratie".

Autrement dit, pour Mendès France qui, pourtant, prenait l'économie au sérieux, celle-ci ne pouvait être l'absolu d'une politique. Ou, plutôt, la politique, comme bien commun, délibération permanente et confiance partagée, ne pouvait s'y dissoudre, sauf à perdre en route la démocratie elle-même, son idéal et sa vitalité. Écoutons donc ce Cassandre, fort lucide et toujours jeune, qui, déjà, plaide au nom d'une forte exigence sociale et, surtout, prédit l'engrenage fatal d'une pédagogie anti-démocratique de la future Union européenne.

"L'harmonisation doit se faire dans le sens du progrès social, affirme le député Mendès France, dans le sens du relèvement parallèle des avantages sociaux et non pas, comme les gouvernements français le redoutent depuis si longtemps, au profit des pays les plus conservateurs et au détriment des pays socialement les plus avancés."

"Mes chers collègues, poursuit Mendès France, il m'est arrivé souvent de recommander plus de rigueur dans notre gestion économique. Mais je ne suis pas résigné, je vous l'avoue, à en faire juge un aréopage européen dans lequel règne un esprit qui est loin d'être le nôtre. Sur ce point, je mets le gouvernement en garde : nous ne pouvons pas nous laisser dépouiller de notre liberté de décision dans des matières qui touchent d'aussi près notre conception même du progrès et de la justice sociale ; les suites peuvent en être trop graves du point de vue social comme du point de vue politique."

"Prenons-y bien garde aussi : le mécanisme une fois mis en marche, nous ne pourrons plus l'arrêter. (...) Nous ne pourrons plus nous dégager. Nous serons entièrement assujettis aux décisions de l'autorité supranationale devant laquelle, si notre situation est trop mauvaise, nous serons condamnés à venir quémander des dérogations et des exemptions, qu'elle ne nous accordera pas, soyez-en assurés, sans contreparties et sans conditions."

À la lecture de ces anciennes paroles, Mendès France prend soudain stature de devin tragique, anticipant ce que ses contemporains ne voient pas, parce qu'ils sont aveugles ou parce qu'ils s'aveuglent. Car c'est peu dire que la suite, notamment celle vécue ces trente dernières années par des gouvernements de gauche, élus sur des promesses sociales alternatives, aura donné raison à cette prophétie.

À la fin de son discours, Mendès France souligne le cœur du désaccord : ce projet de marché commun, résume-t-il,

"est basé sur le libéralisme classique du XIX^e siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes".

Autrement dit, un libéralisme économique qui ruine tout libéralisme politique, imposant la loi d'airain de la concurrence à la vie sociale, au détriment des solidarités collectives et des libertés individuelles.

"L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, conclut Mendès France, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement "une politique", au sens le plus large du mot, nationale et internationale."

"Dire cela, ajoutait Pierre Mendès France, ce n'est pas être hostile à l'édification de l'Europe, mais c'est ne pas vouloir que l'entreprise se traduise, demain, par une déception

terrible pour notre pays, après un grand et bel espoir, par le sentiment qu'il en serait la victime et, tout d'abord, ses éléments déjà les plus défavorisés."

Faute de l'avoir écouté, nous vivons aujourd'hui ces temps de "déception terrible" prédits par Mendès France.



EUROPE

Parti pris

24 juin 2016

Par François Bonnet

Brexit, une catastrophe bienvenue

Le "non" britannique signe la victoire de la droite extrême, incarnée par le répugnant Nigel Farage et son parti UKIP. En ce sens, c'est un drame. Mais ce "non" signe aussi l'acte de décès d'une Union européenne confisquée aux citoyens. Tout est à refaire : n'est-ce pas une bonne nouvelle ? Parti pris.

Ne sous-estimons pas l'ampleur de l'événement. La décision des Britanniques, prise par référendum ce 23 juin, résonne comme une catastrophe. Et la presse comme les responsables britanniques et européens utilisaient dès ce vendredi matin force superlatifs et formules chocs pour tenter de cerner les immenses conséquences de ce choix.

C'est un drame tant il vient heurter cette évidence simple que le Royaume-Uni est assurément partie intégrante de l'Europe. Il s'agit là bien plus que d'un espace géopolitique commun. Nous vivons ensemble, dans des valeurs, des références, des envies profondément imbriquées, sans parler même de la langue anglaise, aujourd'hui devenue la langue commune de l'espace européen.

Le *Brexit* est donc au moins un acte de défiance, au pire une négation de notre histoire commune mais aussi de ce qui demeure, malgré toutes les vicissitudes, une idée partagée : le projet européen.

Ce projet, forgé dans l'immédiat après-guerre, s'est d'abord construit sur la réconciliation franco-allemande. Et si, dans cette préhistoire proche, de Gaulle s'opposa à l'intégration du Royaume-Uni (selon le vieil adage "*L'Angleterre est une île*"), il a très vite prospéré pour devenir le premier espace géopolitique et économique de la planète.

C'est cette idée qui se trouve soudainement comme effacée, celle d'une immense ambition démocratique, économique et sociale.

Le "non" britannique est aussi un drame tant il signifie la victoire des pires forces à l'œuvre aujourd'hui en Europe. Les 52 % de non ont un sens politique on ne peut plus clair : c'est la victoire de la droite conservatrice et populiste, c'est la victoire de l'extrême droite, forces rancieuses dans leurs frustrations paranoïaques et leurs rêves d'empire perdu, portées par une xénophobie déchaînée et des peurs fantasmagiques. Le débarquement des "hordes de migrants" fut ainsi l'argument premier des tenants du Brexit.



Nigel Farage, l'incendiaire du parti UKIP. © Reuters

À ce titre, le talentueux mais répugnant Nigel Farage, du parti UKIP, est le véritable vainqueur de ce scrutin, ce qui est un signal effarant.

☛ lire [notre article ici](#)

Car Nigel Farage, l'homme qui clame ce vendredi matin

"C'est independence Day !",

n'a rien d'une monstruosité typiquement britannique. Il est à l'image de très nombreux responsables politiques européens, du Hongrois Viktor Orban à la Française Marine Le Pen (qui a aussitôt demandé un même référendum en France), en passant par plusieurs élus néerlandais, polonais, italiens, danois...

C'est donc ce camp politique, celui d'une extrême droite parfois "relookée", habilement mutante mais toujours réactionnaire, qui vient de décider du sort du projet européen. Et faire ce constat suffit à dire l'ampleur de la catastrophe.

Car ce fut une autre particularité de cette campagne référendaire : jamais la gauche et le camp progressiste britannique n'ont pu porter de manière cohérente un plan de sortie de l'Union européenne. Le "Lexit", contraction de *Left* et *Exit*, s'est évaporé, dissous au fil de la campagne. Ainsi été faite la démonstration grandeur nature que la gauche, dans ses valeurs et ses idéaux profonds, ne peut que se faire la propagandiste de l'idée européenne.

☛ lire également le billet de Philippe Marlière.

C'est aussi ce que faisait la députée travailliste Jo Cox, symbole de cette nouvelle génération du Labour et partisane du «*Remain*», qui fut tuée par un fanatique quelques jours avant le scrutin.

Alors puisque la catastrophe est là, faut-il pleurer aux côtés de Jean-Claude Juncker, David Cameron, des banquiers de la City et des marchés financiers ? Certainement pas. Le choix britannique, qui vient par ailleurs clore vingt années de chantage permanent fait par ce pays à l'Union européenne, peut être porteur d'espères nouveaux si on prend un tant soit peu au sérieux Schumpeter et son principe de destruction créatrice. Ou, plus simplement, si on ambitionne de remettre la politique et ses idéaux au cœur de cette construction européenne.

Il y a d'abord cette évidence. Les citoyens européens ne veulent plus de cette Union européenne. Il y a tout juste un an, les Grecs se prononçaient par référendum massivement contre la politique économique que voulaient leur imposer les instances européennes. Il y a trois mois, le 6 avril, les Néerlandais disaient non à cette Union européenne, en rejetant par référendum [le projet de partenariat avec l'Ukraine](#). Il y a onze ans, en 2005, les Français rejetaient par référendum le projet de traité constitutionnel.

En douze mois, un "référendum de gauche" (en Grèce) et un "référendum de droite extrême" (au Royaume-Uni) sont venus balayer cette Union européenne.

On peut réagir comme le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, quand il s'adressa au ministre grec Varoufakis lors d'une réunion de l'Eurogroupe :

"Il n'est pas question de changer les traités européens à chaque élection !"

On peut se ranger à cet incroyable avertissement lancé par Jean-Claude Juncker, aujourd'hui président de la commission européenne :

"Un vote ne peut pas aller contre les traités".

On peut gloser sur l'inconscience et l'irresponsabilité de ces citoyens et classes populaires qui envoient au tapis nos brillants technocrates adeptes du "There is no alternative"...

C'est ce qu'ont fait avec constance les dirigeants européens depuis 2005, en ignorant les résultats des scrutins et référendums, voire en exigeant un nouveau vote quand le premier ne leur convenait pas (ce fut le cas en Irlande).

Pour passer outre au non français de 2005, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel concoctèrent le petit traité de Lisbonne, reprenant le pire du projet de traité constitutionnel. Et François Hollande, qui avait fait sa campagne de 2012 en promettant une "renégociation" musclée, s'inclina aussitôt élu.

Ce déni démocratique n'a fait que s'amplifier depuis la crise de 2008, fournissant par ricochet argumentaires et carburant à tous les tenants des nationalismes et des droites extrêmes. La gestion honteuse de la crise des réfugiés n'a fait qu'encourager un peu plus la montée en puissance de ces droites, venant légitimer leurs fanatismes identitaires et leurs obsessions du repli.

Le moment de la clarification

Nous voilà donc au moment clé d'une nécessaire clarification. Elle est brutalement provoquée par ce référendum et elle est bienvenue. L'Union européenne a été confisquée à ses citoyens. Pas seulement par les marchés et les oligarchies financières. Mais aussi par une classe politique hors sol, vivant selon le principe d'irresponsabilité et d'impunité, aimant à dire et à faire une chose dans son pays puis son contraire dans la "bulle bruxelloise".

Comme bien d'autres, Jean-Claude Juncker symbolise cette confiscation. Premier ministre du Luxembourg durant seize ans, confetti dont il fit un prospère paradis fiscal au cœur de l'espace européen, président de l'Eurogroupe durant neuf ans, sa nomination à la présidence de la commission européenne fut le fruit de tractations entre les chefs d'État et de gouvernement. Imagine-t-on ce que peut penser un citoyen britannique, polonais, français de la légitimité démocratique de l'insubmersible et irresponsable M. Juncker ?

C'est bien cet affaissement démocratique, c'est bien ce refus de toute réforme importante des processus de décision européens, c'est bien ces politiques d'austérité imposées aux peuples par des institutions vécues comme des Moloch qui sont une nouvelle fois sanctionnés. Non pas par un petit pays aux marges de l'Union, la Grèce. Mais par un poids lourd politique et deuxième économie de l'Union européenne, le Royaume-Uni.



Partisans et opposants du maintien dans l'Union européenne, le 15 juin 2016 à Londres © Reuters

Dès lors, le référendum britannique a toutes les chances de signer l'avis de décès de l'Union européenne dans sa forme actuelle. Certes, une longue négociation de "*sortie*" va maintenant s'engager entre Londres et les États membres. Elle devrait prendre au moins deux ans et il est fort possible que nos dirigeants européens s'emploieront à effacer le 'non' britannique par des accords d'association qui laisseront le Royaume-Uni un pied dedans un pied dehors, dans une situation qui ne serait pas radicalement différente de celle d'aujourd'hui. C'est possible mais pas certain.

Ce vieux monde d'une Union européenne confisquée, sourde aux aspirations des citoyens, aveugle aux nouveaux enjeux planétaires, impuissante à régler les crises, inféodée aux puissances financières, se meurt. Faut-il à tout coup s'en désespérer ?

Depuis 2011, d'autres forces européennes ont émergé. Celles-ci sont progressistes et se construisent sur les ruines d'une social-démocratie européenne qui s'est perdue dans l'Europe néolibérale. Syriza en Grèce ; Podemos en Espagne ; le Mouvement 5 étoiles (certes complexe) en Italie... Cette reconstruction est balbutiante, fragile, faite d'avancées et de reculs. Les échecs sont nombreux, les victoires incertaines : les errements des gauches radicales et des forces écologistes françaises témoignent de cette difficulté à faire émerger le neuf, à construire ces nouvelles dynamiques politiques à même de faire barrage aux droites extrêmes.

En ce sens, la crise ouverte par le non britannique peut être un accélérateur. Elle vient d'abord clairement démontrer que la "*sortie*" de l'UE est une régression, une voie ouverte pour les populistes et l'extrême droite. Elle vient ensuite souligner l'urgence de recomposer les gauches européennes pour batailler au sein des institutions européennes avec deux objectifs : faire que le suffrage universel y soit respecté ; autoriser le plein déploiement de politiques alternatives voulues par les citoyens.

Un premier rendez-vous, décisif, a lieu ce week-end. C'est en Espagne à l'occasion des élections législatives du 26 juin. La coalition Podemos-Unidos semble sur le point de devancer les socialistes du PSOE. Si cela se confirmait, le vote espagnol pourrait ouvrir la voie à un gouvernement de coalition conduit par Podemos. Ce mouvement ne promet nullement de "*grand soir*" européen. Mais au moins a-t-il mis le renouveau démocratique au cœur de son projet politique. Ce serait un premier pas vers cette nouvelle Union européenne qu'il s'agit depuis ce 23 juin de reconstruire.

Lire aussi

- ☛ [Le camp du 'Leave' l'emporte avec 51,9% des voix](#), [Géraldine Delacroix](#), [Martine Orange](#) et [Amélie Poinssot](#)
- ☛ [Ce qui pousse les Grands-Bretons à décamper](#), [Antoine Perraud](#)
- ☛ [Notre dossier sur le Brexit](#), [La rédaction de Mediapart](#)
- ☛ [La menace du Brexit révèle les fractures françaises](#), [Lénaïg Bredoux](#)

